

JOURNAL OFFICIEL

DE LA

POLYNÉSIE FRANÇAISE

PARAISANT LE 15 ET LE DERNIER JOUR DE CHAQUE MOIS

Matahiti 113
N° 28

TE VEA A TE HAU NO POLYNESIA FARANI

Mahana 26
no Novema 1964**ABONNEMENTS**

	Un an	Six mois	3 mois
	(Francs Pacifique)		
Polynésie française.	180 fr.	100 fr.	60 fr.
France et territoires d'Outre-mer.....	190 fr.	105 fr.	60 fr.
Etranger.....	265 fr.	130 fr.	70 fr.

PRIX DU NUMERO :

Polynésie, France et T.O.M. : 15 fr. — Etranger : 20 fr.
Les demandes d'abonnement et d'annonces devront être
adressées au Chef de l'Imprimerie à Papeete.
Les abonnements et les annonces sont payables d'avance.
*Les annonces doivent parvenir à l'Imprimerie au plus tard
6 jours ouvrables avant la parution du journal.*

ANNONCES ET AVIS

Annonces judiciaires, commerciales et an-
nonces diverses : la ligne..... 15 fr.
Les mêmes renouvelées : la ligne..... 7 fr.
Publications de sociétés philanthropiques,
littéraires, scientifiques, sportives, etc.. 7 fr.
C.C.P. Papeete N° 1139 — B.P. N° 117

ALLOCUTIONS

*prononcées à la Séance d'ouverture de la***2^{me} SESSION ORDINAIRE DE L'ASSEMBLÉE TERRITORIALE****de la Polynésie Française, le 10 novembre 1964.****Par Monsieur Jacques TAURAA**

PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE TERRITORIALE

Monsieur le Gouverneur,

Mesdames,

Messieurs,

Au seuil de cette session budgétaire, il me plaît de noter que le Gouvernement local, accédant à une demande de l'Assemblée Territoriale maintes fois réitérée, a saisi cette dernière du projet de budget territorial en temps opportun.

Le projet de budget de l'exercice 1965 a été arrêté par le Conseil de Gouvernement, tant en recettes qu'en dépenses, à la somme de 1.254.510.000 C.F.P., se répartissant de la manière suivante :

— budget ordinaire ou de fonctionnement . . .	1.053.625.000
— budget extraordinaire ou d'équipement . . .	200.885.000

Comparé au budget primitif de l'exercice 1964, ce projet présente un accroissement global des charges de 143.381.000 C.F.P., montant qui se répartit de la façon suivante :

— dépenses ordinaires	+ 21.856.000
— dépenses extraordinaires	+ 121.525.000

Du côté des recettes, on peut noter qu'aucune mesure fiscale nouvelle n'est envisagée, des facilités étant actuellement offertes par des rentrées particulièrement abondantes.

En ce qui concerne les dépenses, deux grands traits se dégagent du projet de budget dont est saisie l'Assemblée. Le premier est constitué par la stabilité relative des dépenses de personnel. S'il convient de noter que ces dépenses sont maintenues à un niveau très élevé malgré les prises en charge effectuées par le budget métropolitain, il importe également de considérer le fait qu'une telle situation est en rapport direct avec la poussée démographique et l'expansion économique actuelles.

Autre trait caractéristique : l'importance inhabituelle des moyens de financement consacrés à l'équipement. Si l'Assemblée Territoriale se réjouit d'une telle perspective, elle doit cependant demander au Gouvernement local si le Service des Travaux Publics est suffisamment équipé pour réaliser la masse de travaux autorisée par un budget d'équipement d'une telle ampleur.

A ce sujet, je rappellerai au Gouvernement local que l'Assemblée Territoriale a demandé l'érection du Parc à matériel

en service autonome, ce qui n'a toujours pas été fait. Et puisque nous parlons de travaux d'équipement, je rappellerai également qu'une réalisation, dont il nous tient à cœur qu'elle voit le jour dans un avenir proche, ne semble pas préoccuper outre mesure les pouvoirs publics locaux et métropolitains. Je veux parler de l'Hôpital Général de Papeete. Ce problème, je le note en passant, je l'avais évoqué ici même le 25 juillet dernier devant M. le Premier Ministre, lequel n'y a pas fait la moindre allusion, sinon en parlant des travaux de modernisation du Port de Papeete. Las de ressasser les mêmes arguments, fâcheusement indisposé de me faire traiter "d'enfant gâté" lorsque je demande, pour notre Territoire, un avantage d'ordre économique, social ou politique, je laisse aux étrangers qui passent dans notre île ou aux habitants de celle-ci qui se rendent à l'étranger, le soin de faire des comparaisons.

Il me tiendrait à cœur que l'Assemblée Territoriale soit renseignée sur un point précis concernant l'implantation du Centre d'Expérimentations du Pacifique. Des assurances nous avaient été données que cette implantation entraînerait la formation d'environ un millier de techniciens locaux. Le Gouvernement local peut-il nous dire si ce projet était une simple chimère, un mirage du désert évanoui comme par enchantement ? Pour notre part, nous ne voyons pas ce projet recevoir le moindre commencement d'exécution.

* * *

Et pourtant, il procurerait, ce projet, des débouchés intéressants pour notre nombreuse jeunesse, cette jeunesse dont a parlé M. le Premier Ministre Georges POMPIDOU, qui nous a assurés que l'implantation du Centre d'Expérimentations du Pacifique serait, je cite : "non seulement la source d'une activité immédiate importante mais également la source de prolongements d'activités, aussi bien sur le plan de l'industrie, sur le plan du commerce, que sur le plan de l'incitation intellectuelle ou sur le plan de la création de cadres techniques". Or, pour l'instant tout au moins, je crains que "les cellules de travail scientifique et technique" auxquelles a fait allusion le Premier Ministre ne constituent une espèce de chasse gardée...

* * *

Un problème ayant une incidence directe sur le projet de budget que nous allons examiner au cours de cette session n'a toujours pas reçu de solution de la part du Gouvernement local. Il s'agit en l'occurrence du projet de régime des soldes et des retraites des fonctionnaires des cadres territoriaux. Je pressens que l'Assemblée Territoriale va avoir à faire face à une nouvelle vague de revendications des fonctionnaires de ces cadres, qui voient le fossé se creuser davantage entre eux et ceux des cadres latéral et général. Le malaise social qui en résulte ne pourra être apaisé tant que l'Assemblée Territoriale n'aura pas été saisie du projet de régime des soldes qu'elle a réclamé bien avant d'adopter le statut général et les statuts particuliers des fonctionnaires des cadres territoriaux.

* * *

A l'occasion du vote du budget de l'exercice 1963, l'Assemblée Territoriale avait demandé qu'une mission métropolitaine vienne étudier une réorganisation administrative du Territoire. Aucune suite ne semble avoir été donnée à ce vœu, qui reste pour l'instant un vœu pieux, à moins qu'il n'ait simplement été enterré dans une des innombrables oubliettes de la Rue Oudinot.

* * *

Et pourtant, certaines oubliettes ne paraissent pas aussi profondes, aussi sombres qu'on pourrait le croire. Ainsi il n'est que de constater que la demande de l'Assemblée Territoriale de voir une mission venir étudier une refonte de notre organisation fiscale a été agréée. Aussi, je profite de l'occasion qui m'est donnée pour souhaiter que l'Assemblée soit tenue informée des résultats des travaux et enquêtes de M. DEBAY, Inspecteur Général des Affaires d'Outre-Mer, en mission actuellement dans notre Territoire.

* * *

Cette Assemblée n'est pas, on s'en doute, insensible aux problèmes d'ordre financier. Elle ne l'est pas non plus aux problèmes d'ordre économique.

En ce domaine, il me plaît de noter qu'un arrêté récent a institué une Commission du Plan en Polynésie Française. Cette Commission, aux travaux de laquelle participeront trois membres désignés par l'Assemblée, aura pour première tâche de s'atteler à l'établissement du plan quinquennal 1966-1970.

Je veux croire qu'elle arrivera à résoudre bon nombre de nos difficultés d'ordre économique dont, par exemple, le prix payé aux producteurs de coprah ne constitue que l'un des aspects. La solution à ce problème, annoncée ici même le 25 juillet dernier par M. le Premier Ministre, n'est qu'un pis-aller.

Je rappellerai également que l'Assemblée Territoriale aurait aimé voir figurer au projet de budget de l'exercice 1963 l'institution de primes d'encouragement à la production du café et de la vanille.

Autre préoccupation de l'Assemblée Territoriale : le prix du sucre. Le 21 septembre dernier, la Commission Permanente apprenait que le sucre importé de France était vendu dans le Territoire environ 31 francs le kilogramme.

Or, certains importateurs seraient actuellement en mesure d'importer d'Angleterre un sucre dont le prix de vente serait nettement inférieur à celui reçu de Métropole.

Le sucre étant une des denrées principales entrant dans l'alimentation, l'Assemblée Territoriale, soucieuse de maintenir le coût de la vie à un niveau raisonnable, demande au Gouvernement local d'intervenir auprès du Pouvoir Central pour que le Territoire puisse bénéficier de plus larges facilités d'importation.

D'autres problèmes retiendront l'attention de cette Commission et de l'Assemblée Territoriale. Parmi ceux que celle-ci aura à débattre au cours de l'actuelle session, je puis citer :

— la réorganisation des liaisons maritimes interinsulaires, problème complexe à la solution duquel la Commission des affaires financières, économiques et sociales s'est déjà attaquée ;

— les plans d'urbanisme de Papeete et de Punaauia ; le rapporteur précédemment désigné est prêt à déposer sur le bureau de la Commission les résultats de son étude ;

— les problèmes touchant au tourisme ;

— l'avant-projet de délibération rendant obligatoire l'assurance en matière de circulation des véhicules terrestres à moteur.

— l'installation d'une huilerie à coprah à Tahiti ;

— l'étude du rapport général de la mission d'enquête sur la délinquance juvénile à Honolulu ;

— la création de juridictions foncières et une réglementation en matière foncière. En ce domaine, nous avancerons avec

prudence, car l'institution de l'indivision, si elle a de nombreux défauts, a également l'avantage incontestable de préserver la propriété indigène ; sans elle, les autochtones seraient depuis longtemps parqués dans des réserves.

* * *

La mission que plusieurs membres de l'Assemblée Territoriale viennent d'effectuer en Nouvelle-Calédonie, en compagnie de personnalités de la Municipalité et de la Chambre de Commerce et d'Industrie, nous aidera, j'en suis convaincu, à aborder nos problèmes sous un angle nouveau et à mieux œuvrer, de concert avec le Conseil de Gouvernement et l'Administration, au cours de cette session budgétaire, pour le bien et le progrès de notre petit Territoire.

Vive la Polynésie Française,

Vive la France.

Par Monsieur Henri BERRE

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU GOUVERNEMENT

Monsieur le Président,

Mesdames,

Messieurs les Conseillers,

Les derniers entretiens que le Chef du Territoire doit encore avoir en Métropole avant son retour imminent ne lui ont pas permis de le faire coïncider avec votre réunion. Son absence me vaut donc l'honneur, que j'apprécie, d'ouvrir ce jour la session budgétaire de votre Assemblée.

Avant de vous exposer les grands traits du projet de budget 1965, dont l'étude et le vote seront l'objet essentiel de vos travaux, je crois utile d'examiner devant vous la situation économique actuelle, comme il est d'ailleurs de règle au début de chaque session budgétaire.

* * *

Au cours de l'année qui s'achève, les ressources provenant du tourisme, l'injection de revenus, soit sous forme d'investissements privés ou publics, soit sous forme de salaires versés de l'extérieur, ont continué de jouer un rôle important dans notre économie. Par ailleurs, la production traditionnelle, dont le Gouverneur GRIMALD déplorait l'an dernier la chute sensible, a marqué, durant les neuf premiers mois de 1964, une reprise très nette par rapport à la même période de 1963.

C'est ainsi que les sorties de phosphates se sont élevées à 284.084 tonnes contre 255.066 tonnes en 1963. Cette remarque encourageante ne doit cependant pas conduire à un optimisme excessif, car cette progression est partiellement compensée par la chute du cours moyen à 1.128 Frs CFP la tonne FOB contre 1.188 en 1963. Il faut en outre se rappeler que nous arrivons aux dernières années de production des phosphates polynésiens.

Les exportations de coprah plafonnent à 17.436 tonnes contre 17.050 pour la même période de l'année précédente.

Le cours moyen de la nacre accuse une augmentation sensible avec 130 Frs CFP le kilo contre 118 en 1963, les tonnages commercialisés passant à 339 tonnes contre 211.

Les cours moyens du café sont en légère hausse puisqu'ils atteignent 81,30 Frs contre 78,51 Frs. Par contre, les quantités expédiées (25,9 tonnes) représentent à peine 60 % des tonnages commercialisés en 1963.

Le prix de la vanille a légèrement baissé ; il n'a été expédié, au 1er octobre 1964, que 133 tonnes contre 137,6 tonnes en 1963.

Enfin, les exportations de coco râpé sont arrêtées, la production ayant cessé en mai dernier et aucun élément ne permettant malheureusement d'en espérer la reprise.

Avec 302.000 tonnes, représentant 760 millions CFP, contre 253.000 tonnes et 660 millions CFP en 1963, nos exportations,

pour les neuf premiers mois de l'année, marquent au total une progression de près de 20 %, sensiblement égale en tonnage et en valeur.

Cet élément favorable n'a cependant pas modifié la balance de notre commerce extérieur qui accuse au 30 septembre 1964, en valeur, un excédent des importations sur les exportations de 3 milliards 800 millions CFP. Néanmoins, ces chiffres ne reflètent pas la physionomie exacte de nos échanges, car l'effort d'équipement actuellement en cours pour l'exécution des travaux liés à l'implantation du CEP pèse lourdement sur cette balance. Or, le financement de ces travaux est assuré exclusivement par la Métropole, tandis que l'amélioration de l'infrastructure locale, notamment le nouveau port de Papeete, est appelée à accroître de façon certaine, et sans doute considérable, le potentiel économique de la Polynésie Française. Le déséquilibre actuel de nos échanges représente donc en fait, et pour partie au moins, soit un enrichissement immédiat, soit la promesse d'un avenir plus productif.

Les résultats pour 1963 et les trois premiers trimestres de 1964 de la balance des paiements avec les pays extérieurs à la zone franc ne sont pas encore connus. Si l'on peut craindre que le solde négatif qu'elle présentait en 1962 ne se retrouve en 1963, puis en 1964, le développement du tourisme et les ressources qui en résultent doivent permettre de réduire progressivement le déséquilibre.

Sans doute a-t-on noté, au début de 1964, un recul marqué du nombre des touristes ; mais on constate depuis juillet une assez nette reprise bien que les opérations de change n'atteignent, au 30 septembre, que 331 millions contre 360 pour la période correspondante de 1963. On peut raisonnablement escompter que les résultats de l'année en cours, tout en marquant une progression moindre que celle connue par cette activité de 1961 à 1963, seront néanmoins meilleurs que ne le laissaient prévoir les chiffres assez décevants des premiers mois.

La transformation actuelle des structures économiques traditionnelles et l'intervention de nouveaux facteurs tels que les investissements extérieurs et le tourisme ne s'accomplissent pas sans peser sur le marché. Cette injection de revenus s'accompagne en effet d'un accroissement de la circulation fiduciaire qui atteint, au 30 juillet 1964, 852 millions, progressant de près de 15 % depuis la fin de l'année 1963.

Devant cette évolution, l'ajustement de l'offre et de la demande sur le marché intérieur des biens et des services ne peut être que très imparfait.

Depuis le début de l'année, une tension s'est manifestée de façon constante et l'indice du coût de la vie, de la base 100 en février 1959, est passé à 127,64 au 1er février 1964, pour dépasser 134 au 1er août. Aussi le salaire minimum interprofessionnel garanti, qui avait été augmenté au 1er janvier, a-t-il été à nouveau relevé de 4 % au 1er septembre.

Sans doute, je l'ai dit, cette situation est-elle due en grande partie à l'étroitesse de l'offre des biens et services locaux par rapport à la demande. Il faut cependant souligner que d'août

1963 à mai 1964, les prix des produits importés ont progressé ici de 5,3 % pour le seul secteur alimentaire, alors que de septembre 1963 à mars 1964, l'indice des prix alimentaires de gros baissait en France de 4 points, et restait stationnaire aux Etats-Unis, en Australie et en Nouvelle-Zélande, ce qui confirme bien l'influence importante des produits et services locaux sur l'évolution du coût de la vie.

L'amélioration de l'infrastructure commerciale et le développement de la production locale doivent donc être associés aux mesures visant le maintien du prix des marchandises importées pour permettre d'espérer un relâchement de la tension actuelle.

L'essor de nouvelles activités dans le territoire se traduit par une multiplication des emplois grâce à laquelle la population urbaine voit son niveau de vie sensiblement accru. Par contre, les populations rurales, dont les revenus, liés à l'agriculture, demeurent, au mieux, stationnaires, sont sévèrement touchées par la hausse des prix. La disparité du secteur rural et du monde du travail, sur laquelle votre attention avait été appelée lors de l'ouverture de la session administrative en mai dernier, s'est donc inévitablement accentuée. En présentant à l'Assemblée Nationale le projet de budget 1965, M. le Ministre d'Etat JACQUINOT vient de préciser que le prix de soutien du coprah en Polynésie sera porté de 800 à 850 Frs la tonne FOB. Cette heureuse nouvelle, déjà diffusée par la presse et qui n'a certainement pas échappé à votre attention, témoigne, une fois de plus, de la détermination du Gouvernement de la République, solennellement affirmée ici même, en juillet dernier, par M. le Premier Ministre, d'apporter le soutien le plus efficace aux activités traditionnelles de ce Territoire.

De son côté, le Crédit de l'Océanie a, par sa politique de prêts, apporté au milieu rural, comme d'ailleurs à l'ensemble des secteurs économiques, une aide dont le total s'élève à 91.657.000 Frs. La progression du concours ainsi apporté aux activités productrices locales marque, elle aussi, le souci du Gouvernement de faire en sorte que l'injection de revenus dont je vous entretenais tout à l'heure profite à l'ensemble des activités et notamment à celles du passé qui doivent, non seulement s'insérer dans les structures renouvelées du Territoire, mais encore s'y développer. Les résultats de la mission effectuée dernièrement dans le Territoire par un agronome spécialiste d'économie tropicale indiqueront bientôt les perspectives d'avenir et les moyens d'y parvenir.

Concernant, d'autre part, le projet d'huilerie de coprah dont vous disiez tout à l'heure l'intérêt que l'Assemblée veut y porter, je puis vous assurer qu'il continue à être examiné de très près par le Département, compte tenu des nombreuses précisions qui lui ont été fournies et de l'évolution des conceptions primitives du promoteur touchant au fonctionnement de l'usine.

* * *

Dans ce pays où la taxation indirecte constitue la principale ressource des revenus publics, le problème financier

est, plus étroitement qu'ailleurs, lié à la conjoncture économique. Les perspectives budgétaires de l'exercice 1964 pouvaient donc, l'an dernier à pareille époque, nous inspirer un certain optimisme.

Mais, au moment où s'établissait le budget 1964, si chacun s'accordait à penser que l'implantation du C.E.P. serait à l'origine d'une reprise économique et, par suite, d'une amélioration de la situation financière, nul n'était à même d'évaluer, sur des bases rigoureuses, quelle en serait l'incidence exacte. Le seul élément d'appréciation disponible, encore qu'incomplet, était la constatation d'une nette et sensible amplification, à partir de juillet 1963, du volume des importations et du produit des droits les frappant.

C'est donc avec prudence que furent définitivement arrêtées les prévisions de recettes, encore qu'elles fissent apparaître des majorations allant jusqu'à 33 % en matière de droits d'entrée, par rapport aux prévisions 1963.

Nous n'avons pas à le regretter puisque les plus values constatées vont aujourd'hui permettre une reconstitution de nos réserves et la présentation d'un programme d'équipement d'un montant exceptionnel, alors que la tentation eût été grande de les transformer en charges permanentes de fonctionnement. Si je comprends, Monsieur le Président, votre souci de voir ce programme d'équipement ne pas dépasser les capacités du Service responsable, je ne pense pas que l'Assemblée ait motif de se plaindre d'une aussi belle mariée, ni qu'elle doive, par ses hésitations, décourager d'avance le jeune chef qui doit prendre bientôt en mains les destinées de ce Service et auquel, pour ma part, je veux faire entière confiance.

Quant au parc à matériel, peut-on vraiment en souhaiter l'existence ? La tentation est grande de traiter de rétrograde un chef de service qui juge que ce serait le priver d'un outil essentiel de travail. Je serais surpris que le jeune ingénieur, « enfant du pays », qui va prendre sous peu les responsabilités du Service, soit d'un avis différent.

Pour en revenir au sujet, les perspectives les plus optimistes ont été housculées par une réalité que l'encombrement de la rade et des quais rend tangible à chacun.

Au 30 septembre, 224 navires avaient fréquenté la rade de Papeete depuis le début de l'année, contre 178 pour la même période de 1962 ; 159.286 tonnes de marchandises avaient été débarquées contre 51.414 tonnes ; enfin, la valeur des importations était passée de 1 milliard 600 millions à 4 milliards 620 millions, soit une augmentation de près de 200 % en deux ans.

Le produit des différents droits à l'importation a, bien entendu, suivi cette expansion, et c'est ainsi que les ressources mensuelles tirées de la fiscalité indirecte, dont on se félicitait qu'elles aient pu atteindre 68 millions en décembre 1963, ne sont descendues en dessous de ce chiffre qu'en mars, mai et juin 1964, et ont plafonné à plus de 83 millions en août.

L'Assemblée Territoriale a d'ailleurs été tenue au courant de cette évolution et, tout récemment, il lui a été rendu

compte que l'ampleur des plus values par rapport aux prévisions serait de l'ordre de 150 millions.

Tenant compte de cette situation, le Conseil de Gouvernement vous a présenté deux collectifs en matière d'équipement et deux en matière de fonctionnement, l'un de ces derniers étant encore à l'examen de votre Assemblée.

Cependant, les remarques, je dirai même les réserves, formulées lors de l'ouverture de la session administrative conservent toute leur actualité ; il convient de garder la tête froide devant ce pactole dont certaines sources, les phosphates notamment, vont très certainement et rapidement se tarir.

C'est donc soucieux de ménager l'avenir, que le Conseil de Gouvernement a examiné le projet de budget 1965, dont le document est déjà déposé sur le bureau de votre Assemblée et dont je vous entretiendrai maintenant.

* * *

On pourrait penser que l'expansion, dont l'ampleur vient d'être soulignée, supprime toute difficulté d'équilibre budgétaire, et ce d'autant plus aisément que l'aide de la Métropole se maintient à son niveau antérieur et s'amplifie même.

Cette dernière, en effet, prend désormais à sa charge directe la rémunération et les frais de transport d'un effectif croissant de fonctionnaires des cadres métropolitains, réduisant ainsi de quelque 127 millions les dépenses territoriales de l'espèce, mesure qui compense largement la disparition de la subvention d'équilibre antérieure.

Or, un premier examen des propositions des Services dépendants faisait apparaître un accroissement envisagé des charges publiques territoriales de 33 % par rapport aux prévisions du budget en cours, déjà évaluées dans une ambiance optimiste. En retenant ces propositions, le budget aurait augmenté de près de 60 % en 2 ans.

Il est inutile de souligner que quelque favorable que soit la conjoncture actuelle, on ne saurait attendre de la fiscalité existante une telle majoration de son produit.

Il a paru inopportun de modifier cette fiscalité tant que ne seront pas connues les conclusions de la mission de M. l'Inspecteur Général DEBAY, spécialement chargé de l'étude de cette importante question, comme d'ailleurs d'une éventuelle réforme administrative, conformément au vœu exprimé par l'Assemblée, étude dont bien entendu les résultats vous seront communiqués en temps utile. Le Conseil de Gouvernement a donc estimé qu'il convenait de ramener le montant des dépenses publiques au niveau des ressources existantes, celles-ci permettant d'ailleurs de les majorer de plus de 20 %, ce qui dépasse de très loin le pourcentage admis en Métropole par le Ministère des Finances.

Dans les limites de ce cadre ont pu être poursuivies et développées les principales actions qui retiennent l'attention des instances locales : développement des centres scolaires inter-îles, renforcement des effectifs du personnel des services sociaux, création du service d'hygiène dentaire, revalorisation

des soldes de fonctionnaires tendant notamment à améliorer la situation des agents subalternes ou débutants.

Je tiens à préciser, à cette occasion, que la mise au point de l'arrêté modifiant le régime de solde et de retraite des cadres territoriaux est en voie d'achèvement et que cet important document de près de 100 articles sera incessamment soumis aux instances appelées à en connaître, ce qui répond, Monsieur le Président, au vœu que vous exprimiez tout à l'heure.

Vous aurez enfin à vous prononcer sur la création de nouvelles communes, à Pirae et Faavae.

Cependant, cet accroissement des charges, auquel momentanément — je dis bien momentanément — le Territoire est à même de faire face, ne laisse pas d'être inquiétant par son importance. La comparaison du volume des budgets 1961 et 65, ramenés bien entendu à leurs éléments strictement comparables, fait en effet apparaître un doublement des dépenses publiques territoriales en cinq ans.

A ce rythme, il devra être recherché avant 1969 près d'un milliard de recettes nouvelles dont on peut raisonnablement douter qu'elles puissent être trouvées par le seul jeu de l'expansion économique et sans recours à une fiscalité accrue.

Aussi convient-il de veiller strictement, avec plus d'attention que jamais, à limiter le développement des dépenses de fonctionnement et à affecter le maximum des recettes ordinaires et la totalité des réserves éventuelles aux opérations d'équipement, génératrices d'un capital permanent.

Le budget primitif extraordinaire de cette année dépasse 150 millions, ce qui, joint aux opérations de même nature prévues aux programmes FIDES ou de fonds spéciaux, permet de réaliser plus de 300 millions d'investissement, chiffre jamais atteint à ce jour.

La plus large place a été faite à l'enseignement qui souffrait d'un important retard dans son programme de constructions scolaires ; indépendamment de grandes réalisations comme les écoles de Arue, Faavae, Pirae, Papeete, ou les centres inter-îles de Makemo, Hao et Tiputa, il est envisagé la construction de plus de 50 classes nouvelles.

En outre, d'importants crédits ont été prévus en matière d'acquisition d'immeubles, soit pour permettre le rachat de grands domaines peu ou mal exploités, soit pour constituer la réserve foncière indispensable à l'implantation des ouvrages et constructions dont la réalisation est par ailleurs envisagée.

Tels sont les grands traits du projet budgétaire que le Conseil de Gouvernement vient de faire déposer sur le bureau de votre Assemblée avant même votre réunion et dont j'apprécie, Monsieur le Président, que vous ayez souligné le dépôt, cette année, en temps opportun.

C'est le budget d'un territoire en expansion certes, mais en expansion sans doute limitée dans le temps. Je le répéterai donc : il serait dangereux d'en accroître les charges ordinaires au-delà des chiffres arrêtés par le Conseil de Gouvernement, qui sont déjà très larges.

* * *

Les problèmes que posent, tant sur le plan économique que sur le plan financier, la réduction, voire la disparition prochaine de certaines ressources budgétaires nées d'activités économiques qui paraissent essentielles au pays (j'entends par là, d'abord, la cessation, dans deux ans au plus tard, de l'exploitation de la CFPO et la réduction des investissements du C.E.P.), ces problèmes exigent que nous repensions de façon particulièrement approfondie la planification de notre économie.

Notre tâche prioritaire en 1964-65 sera donc l'établissement du plan quinquennal de développement économique et social qui couvrira la période du 1^{er} janvier 1966 au 31 décembre 1970. Le Gouvernement a décidé que les objectifs de développement des Territoires d'Outre-Mer durant cette période feraient l'objet d'un chapitre du Cinquième Plan de la République. Ainsi, les efforts des Territoires seront-ils liés plus étroitement à ceux de la Métropole. Quant aux Plans Territoriaux, ils seront élaborés selon une procédure analogue à celle qui vient d'être mise en œuvre en Métropole à l'échelon régional.

La préparation technique et administrative des plans fait appel : à l'échelon territorial, à une Commission locale du Plan ; à l'échelon supérieur, à une Commission Centrale du Plan des Territoires d'Outre-Mer placée auprès du Commissariat Général au Plan.

A l'échelon territorial, l'arrêté du 12 octobre 1964 a d'ores et déjà créé cette Commission locale. Dans la phase d'élaboration du programme, qui était jusqu'à présent de la seule compétence des services, la Commission locale a pour mission d'organiser et d'élargir les contacts entre les services administratifs, les milieux politiques, professionnels, syndicaux et culturels, en rassemblant ces compétences diverses en vue d'un même effort de recherche. Les premiers travaux de cette commission ont en effet pour objet l'établissement d'un bilan de l'évolution économique et sociale du Territoire qui retracera, secteur par secteur, et, le cas échéant, branche par branche, le résultat des efforts de développement accomplis depuis 1960, en application du Plan Quinquennal 1961-1965.

Ce bilan doit constituer une sorte « d'examen de conscience », de réflexion sur les problèmes fondamentaux qui commandent l'accroissement du niveau de vie. Avant de tracer les lignes d'action du Territoire pour les années à venir, il doit permettre de faire le point et de repérer les obstacles, quels qu'ils soient, qui gênent la progression de son économie.

Ce bilan établi, la Commission locale élaborera le plan proprement dit. Elle devra déterminer le taux de croissance de l'économie et suggérer les investissements susceptibles d'accélérer cette croissance. Cet effort de recherche pourra d'ailleurs utilement s'exercer dans le sens d'aménagements à apporter dans le domaine réglementaire.

A l'échelon du Commissariat Général au Plan, la Commission Centrale du Plan des Territoires d'Outre-Mer, composée de représentants de l'Administration et du Secteur privé, poursuivra un triple objectif : en liaison avec le Ministère

d'Etat et les Administrations Centrales, harmoniser les plans, faire la synthèse des objectifs retenus et, dans le cadre du Cinquième Plan National, proposer les moyens financiers pour réaliser ces objectifs.

A l'issue de ces travaux, qui marqueront la fin de la phase technique et administrative, le document établi sera alors soumis à votre Assemblée ; il sera enfin incorporé dans le chapitre des Territoires d'Outre-Mer, proposé à l'Assemblée Nationale lors de sa deuxième session ordinaire en 1965.

La portée de cette importante réforme ne saurait donc vous échapper. L'intégration du Plan du Territoire au Cinquième Plan Métropolitain est une manifestation tangible de la solidarité qui unit étroitement le Territoire à la République ; bien plus, elle est la garantie formelle de l'aide permanente que la Métropole entend apporter à la Polynésie française.

Le FIDES, Section locale 1964, que vous avez approuvé en décembre 1963, a été adopté, vous le savez, par le Comité Directeur du FIDES le 16 janvier 1964 pour un montant de 136,6 millions de Frs CP, soit 6 % de plus qu'en 1963. Quant au projet de budget FIDES 1965, il a été mis au point par les services locaux ; il vous sera présenté avant la fin de la session après avoir reçu l'approbation des services métropolitains compétents. Ainsi sera évité le risque de remaniement ultérieur pour des motifs d'ordre purement technique.

La question de l'Hôpital général n'a jamais cessé, Monsieur le Président, de préoccuper les pouvoirs publics qui, malgré la procédure longue et délicate d'une autorité extra-métropolitaine, se sont attachés à cette réalisation. De nombreuses mises au point ont été nécessaires entre les instances bruxelloises et le Ministère d'Etat, à la suite desquelles le montant des crédits est passé de 222 à 270 millions, puis, tout récemment, à 310 millions ; de plus, le deuxième tour de l'appel d'offres a été lancé le 26 août dernier, et la date limite de dépôt fixée au 26 novembre ; la question semble donc entrer maintenant dans sa phase finale.

* * *

Avant de vous laisser à vos travaux, je voudrais encore vous entretenir de trois questions auxquelles vous portez, ainsi que le Conseil de Gouvernement et moi-même, un intérêt particulier.

Il s'agit, en premier lieu, du tourisme dont il faut redire qu'il représente pour la Polynésie, non seulement un des principaux éléments de son économie actuellement en pleine expansion, mais aussi sa meilleure chance lorsqu'auront pris fin les grands travaux d'infrastructure en cours.

1963 — il vous l'a déjà été indiqué — avait été une année record pour notre jeune industrie touristique. En effet, plus de 14.000 visiteurs étrangers et français du « Club Méditerranée » séjournèrent dans le Territoire en 1963, contre 10.400 en 1962, ce qui représentait une augmentation appréciable de plus de 35 %, alors que, dans le même temps, d'autres pays du Pacifique n'enregistraient qu'une progression de 20 à 25 %.

Pour 1964, on pouvait raisonnablement penser que le chiffre des visiteurs atteindrait 17.000, soit 20 % de plus par rapport à 1963. L'augmentation semblait bien amorcée en janvier, mois au cours duquel le nombre des entrées excédait de près de 18 % celui du mois correspondant de 1963. A partir de mars cependant, on assistait à une diminution du trafic touristique. Le fait que nos liaisons aériennes vers l'Est (Fidji, Australie, Nouvelle-Zélande) se soient trouvées réduites à une seule fréquence hebdomadaire, alors qu'en direction des Etats-Unis quatre vols par semaine étaient offerts à la clientèle, n'a sans doute pas manqué de favoriser ce recul, même s'il n'en a pas été une cause déterminante. La régression, qui s'est ainsi manifestée à partir de février 1964, a atteint un peu moins de 16 % pour les neuf premiers mois de l'année. On peut espérer que d'ici la fin de l'année en cours, son taux se trouvera réduit grâce à la liaison supplémentaire vers l'Est effectuée à compter du 1er novembre par l'U.T.A. et l'apparition d'un nouveau transporteur, la QANTAS, fin novembre. Cette compagnie australienne a, en effet, obtenu des droits de trafic sur Tahiti qui deviendra un point intermédiaire de la nouvelle ligne Sydney-Londres via le Mexique et les Petites Antilles.

Comme par le passé, l'Amérique du Nord est restée notre principal pourvoyeur de clients (66,76 % en 1963, 73,76 % pour le premier semestre 1964), suivie par l'Europe (24,46 % en 1963, 18,92 % pour les premiers six mois de l'année en cours), et par le Pacifique (7,45 % en 1963, 6,17 % du 1er janvier au 30 juin 1964).

A elles seules, les devises étrangères changées en 1963 par nos visiteurs au cours de leur séjour dans le Territoire ont atteint un total légèrement supérieur à 471 millions de francs Pacifique, ce qui représente 124 % de la valeur de nos exportations de phosphates pendant la même année.

L'effort d'investissement dans le secteur hôtelier s'est poursuivi en 1964 par l'extension de certains établissements touristiques existants, ainsi que par la création très récente de certains restaurants qui mériteraient d'être classés établissements touristiques.

La formation professionnelle hôtelière des jeunes du Territoire, commencée fin 1962, a donné jusqu'ici d'excellents résultats ; les deux premières promotions sorties du Centre d'apprentissage hôtelier de Papeete représentent un effectif de 34 jeunes gens et jeunes filles qui ont immédiatement trouvé à s'engager dans les hôtels de la place. On peut prévoir que, d'ici octobre 1965, le Centre fournira à nos hôtels 25 nouveaux diplômés.

La capacité hôtelière du Territoire (409 chambres classées « tourisme ») permettra sans doute de faire face aux besoins jusqu'à fin 1965, mais elle risque de s'avérer ensuite insuffisante si, comme on peut le prévoir, le nombre de touristes atteint 22.000 en 1966.

Le nombre de passagers en transit maritime (bateaux de croisières et paquebots de ligne) est resté stationnaire au cours des deux dernières années (24.000 en 1961, 26.000 en

1962 ainsi qu'en 1963, 24.000 pour les neuf premiers mois de 1964). Mais cette forme de tourisme, également intéressante pour le Territoire, sera certainement appelée à se développer le jour où le port de Papeete pourra offrir aux compagnies maritimes ses nouvelles installations.

En matière d'infrastructure touristique, certaines réalisations ont reçu un commencement d'exécution. C'est ainsi qu'en 1963 et 1964, des crédits FIDES de la section locale ont pu être ou seront affectés à l'amélioration de routes vers l'intérieur (Fare Rau Ape, Bain Loti), à l'aménagement du magnifique domaine territorial de Papeari, et de la Pointe Vénus. Dans ce domaine, l'effort se poursuivra au cours de l'année 1965.

Cependant, il est infiniment regrettable que, durant votre intersession, la poursuite du programme d'aide à l'artisanat de tourisme — conçu, je le rapelle, uniquement en faveur des petits artisans auxquels font défaut l'aide technique et les supports commerciaux nécessaires — n'ait pas rencontré l'accueil favorable que sa nature même aurait dû lui mériter. Je veux croire que, pleinement informée, votre Assemblée aura à cœur, ces jours prochains, de revoir la question sous cet angle, à l'occasion de l'examen de la tranche FIDES 1965.

1964 se caractérisera sans doute en fin de compte comme une année palier. Il n'en reste pas moins que le tourisme est maintenant solidement implanté dans le Territoire. Il nous appartient de jeter les bases sur lesquelles se développera cette industrie au cours des 10 ou 15 ans à venir.

* * *

Je disais tout à l'heure que le tourisme maritime est appelé à se développer le jour où les bateaux de croisière et les paquebots de ligne trouveront ici des installations renouvées. Je sais l'intérêt que vous portez à la modernisation de notre port et il me semble donc opportun de faire le point de la situation actuelle des travaux confiés aux techniciens des Travaux Maritimes et du Bureau Central d'Equipeement d'Outre-Mer.

Rappelons que le projet comporte la construction de quelque 1000 mètres de quai, dont 400 mètres en eau profonde, un poste d'accostage pour dock flottant, une digue de 800 mètres de long et de 5,70 mètres de hauteur destinée à abriter et protéger la rade de Papeete, un pont de 100 mètres permettant une liaison routière entre le Motu Uta et Fare Ute par le récif et, enfin, l'exécution de deux millions de mètres cubes de remblai.

Ces travaux, d'une ampleur encore jamais atteinte en Polynésie Française, sont financés par le budget de l'Etat. Les crédits engagés pour leur réalisation s'élèvent au total à 42 millions 500.000 francs métropolitains (soit 773 millions de francs Pacifique) dont environ les trois quarts sont inscrits au budget du Ministère d'Etat chargé des Départements et Territoires d'Outre-Mer et le reste au budget du Ministère des Armées.

Les travaux préliminaires d'installation de chantier ont été menés rapidement. En effet, dès le 1er juin, le récif barrière

était accessible aux engins grâce à un pont provisoire flottant fourni par les autorités militaires et monté par le Génie.

Dès maintenant, un quai de 100 mètres de longueur a déjà été livré par le service constructeur.

A la fin de l'année, un deuxième quai de 120 mètres de longueur sera mis en service et la digue de protection sera complètement achevée. Cet ouvrage remarquable est déjà réalisé sur plus de la moitié de sa longueur et les remblaiements, à l'avancement sur le récif, suivent la progression de la digue, avant de se retourner bientôt en direction du Motu Uta.

Dans un an, tous les terre-pleins qui font actuellement si cruellement défaut au Port Autonome seront réalisés, le port au cabotage sera également terminé et le port au long cours disposera sur le Motu Uta des nouveaux postes en eau profonde. Ce sera la fin des accumulations de marchandises, des difficultés de stockage et de tri qui rendent, dans les circonstances actuelles, l'exploitation du port aléatoire et son aspect déplaisant.

Quant à la réorganisation des liaisons maritimes interinsulaires, je puis, Monsieur le Président, vous donner l'assurance que le Conseil de Gouvernement partage pleinement votre souci de voir enfin aboutir le projet soumis à votre Assemblée depuis de longs mois déjà, ainsi d'ailleurs que les plans d'urbanisme de Papeete et de Punaauia que vous avez également évoqués.

Dans le domaine des transports aériens, auxquels votre Assemblée a toujours marqué un intérêt particulier, je voudrais enfin vous donner une idée de l'état des travaux qui se poursuivent dans les atolls de Hao, Rairoa et Anaa, et qui doivent aboutir à bref délai à la mise en service d'aérodromes de grand et moyen trafic.

A Rairoa, nous disposerons, à la fin de ce mois, d'une piste de 600 mètres pour appareils légers. Quand les travaux seront terminés, en juin 1965, ce terrain, qui atteindra 2.200 mètres, pourra être utilisé par les appareils réguliers du R.A.I. et, éventuellement, servir d'aérodrome de déroutement pour les longs courriers. C'est dire que l'isolement de cet atoll, dont le lagon était trop souvent interdit au "Bermuda", sera définitivement vaincu dans quelques mois.

A Anaa, les travaux entrepris le mois dernier ont dû être interrompus par suite de difficultés techniques d'exécution absolument imprévues, tenant à la nature du sous-sol qui n'avait pu être étudiée de près, faute de moyens de sondage suffisants sur place à l'époque. Selon toute probabilité, les travaux reprendront au début de l'année prochaine, c'est-à-dire à l'expiration de la campagne actuelle de sondage ; à leur achèvement, en juillet 1966, la piste d'Anaa, de 1.500 mètres de long, sera accessible aux appareils du R.A.I.

Enfin, les travaux de construction de l'aérodrome de Hao ont été effectivement lancés en août dernier ; la première moitié de la piste, utilisable par les "Bréguet deux ponts", sera livrée au trafic avant la fin de l'année ; la piste définitive sera achevée à la fin de l'année prochaine.

Cette piste, conçue pour recevoir et faire décoller sans restriction de poids les quadrimoteurs actuellement en service, apportera un élément important de sécurité au trafic aérien dans le Pacifique Sud.

Je ne voudrais pas terminer cette brève revue des aménagements apportés à notre infrastructure aérienne sans indiquer que des études topographiques ont été réalisées ces derniers mois en vue d'examiner les possibilités d'implantation d'une piste de 1.800 mètres de long aux Marquises, sur l'île de Nuku-Hiva. Cette affaire est suivie de très près par le Ministère des Travaux Publics.

C'est dire que dans ce domaine des liaisons aériennes interinsulaires, auquel vous attachez à juste titre une importance capitale, de considérables efforts sont faits par la Métropole, avec l'aide du Centre d'Expérimentations du Pacifique, pour doter ce territoire de moyens, tant en installations à terre qu'en appareils, propres à réduire l'isolement des archipels éloignés.

Dès à présent, le C.E.P., en mettant ses avions et ses navires à la disposition de l'Administration pour réaliser des évacuations sanitaires, en participant aux recherches en mer des bateaux de la flotille locale, en secourant récemment la population de l'île de Rapa dévastée par la tempête, a prouvé la solidarité de ses marins et soldats avec la population de ce pays.

Vous avez cité, Monsieur le Président, les paroles du Premier Ministre concernant la promotion technique dont l'implantation de cet organisme devait être l'occasion. Ces promesses conservent leur pleine valeur. Je crois cependant devoir rappeler que le C.E.P. n'a guère qu'un an d'existence réelle ; la meilleure volonté ne saurait faire surgir en un si court laps de temps une armée de techniciens dont notre précipitation ne pourrait qu'amoindrir la valeur. Ce qui importe, c'est de former les jeunes gens qui pourront, dans les années à venir, trouver à s'employer dans les activités scientifiques appelées à prendre la suite des grands travaux d'infrastructure actuellement en cours.

Et, bien sûr, cela ne peut pas se réaliser en un jour, mais il serait profondément injuste de prétendre que rien n'a encore été fait.

Le Commissariat à l'Energie Atomique a pris en charge six stagiaires dont il poursuit la formation en Métropole et s'est offert à placer d'autres stagiaires dans les entreprises travaillant pour son compte. Il a, d'autre part, offert au Collège Technique un hangar métallique et 8 millions d'anciens francs de machines-outils ; un deuxième hangar est en cours d'achat. Les cadres du C.E.P. et du C.E.A. sont, d'autre part, tout à fait disposés à apporter le concours qui pourrait leur être demandé pour renforcer les effectifs du personnel enseignant du Collège Technique.

Je noterai encore que le total des ouvriers actuellement employés dans les chantiers du C.E.P. s'élève à 770, dont 315 pour les Armées et 102 pour le C.E.A. et la SODETRA. Ces

effectifs atteindront 1.100 en fin d'année et 1.600 en juillet 1965.

Ainsi le C.E.P., fidèle à son souci d'intégration, apporte-t-il une contribution précieuse à la formation technique des jeunes de ce territoire et, dans l'immédiat, participe, de façon massive, à la formation ouvrière, en offrant à un nombre sans cesse accru de travailleurs la possibilité de tirer profit de dons que l'exiguité du marché de l'emploi rendait, jusqu'ici, trop souvent inutilisables.

Parvenu au terme de cet exposé, je ne saurais mieux le conclure qu'en soulignant à nouveau la fin d'un isolement sur laquelle Monsieur le Premier Ministre mettait l'accent dans cette enceinte. Cette première visite d'un Chef du Gouvernement de la République, celles que nous ont rendues depuis un an les Ministres d'Etat chargés des Territoires d'Outre-Mer et de la Recherche Scientifique, les Ministres des Armées, des Anciens Combattants, de l'Information, celle que nous fera, dans quelques jours, le Secrétaire d'Etat à la Jeunesse et aux Sports, celle que vous-même, Monsieur le Président, avez récemment conduite en Nouvelle-Calédonie à la tête d'une importante délégation et qui est le prélude d'autres sans

doute, toutes ces visites ouvrent des perspectives nouvelles pour la solution de nombreux problèmes, dont plusieurs ont fait déjà l'objet de mesures importantes. Elles illustrent la volonté de la Métropole de resserrer, grâce aux facilités techniques, les liens qui unissent à notre vieille et commune patrie ce Territoire si proche de son cœur.

Le voyage triomphal que le Général de Gaulle vient d'accomplir parmi les populations enthousiastes de l'Amérique du Sud a fait éclater aux yeux des plus sceptiques l'audience reconquise dans le monde par une France renouée et qui a retrouvé, sous l'égide de son chef prestigieux, le visage de ses heures les plus grandes. Le destin nouveau qui s'ouvre à elle, c'est également le vôtre, celui de ce pays du Pacifique qui a choisi d'être, lui aussi et pour toujours, la France.

Vive la Polynésie Française,

Vive le Général de Gaulle,

Vive la France.

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs les Conseillers, je déclare ouverte la session de votre Assemblée.